

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.949

## **Nou Lé Kapab (AJFER), GPX974 et le CREFOM Réunion interpellent François Hollande sur l'emploi**

### **«Des décisions doivent être prises»**

**L**es organisations Nou Lé Kapab (AJFER), GPX974 et le CREFOM Réunion ont organisé une conférence de presse en prévision de la venue de François Hollande, le 21 août à La Réunion. Ces dernières ont mis l'accent sur la séquence du chef de l'Etat, à Saint-Joseph, consacrée à la régionalisation de l'emploi.



**Gilles Leperlier (Nou Lé Kapab-AJFER), Richel Sacri (CREFOM Réunion) et Idriss Rangassamy (GPX974). Rassemblement pour l'emploi.**

La visite très attendue de François Hollande survient alors que «la problématique de l'emploi local est au devant de la scène depuis un bon moment à La Réunion, c'est un problème récurrent» dans le privé et le public, a introduit Richel Sacri du CREFOM Réunion.

### **Donner du sens au rapport de Patrick Lebreton**

Richel Sacri a expliqué que la venue de François Hollande est «un signal fort». «À nous d'en tirer parti, pour que (le rapport de Patrick Lebreton sur la régionalisation de l'emploi, ndlr) ne soit pas, comme tous les précédents, rangé et oublié dans un tiroir» a-t-il indiqué.

En effet, depuis plusieurs semaines, associations, collectifs et particuliers se sont mobilisés pour dénoncer les difficultés pour les fonctionnaires réunionnais de revenir à La Réunion. Un

sujet repris par le député-maire Patrick Lebreton qui a rendu son rapport dans ce sens, en évoquant la nécessité de revenir à l'ancienneté de la demande et non l'ancienneté administrative.

Suite à ce rapport, les organisations avaient souhaité continuer le travail engagé par le député-maire, en faisant notamment des propositions communes. Sur la problématique des CIMM (Centres d'intérêt moraux et matériels), les trois organisations souhaitent «un accord sur les critères\*»

avec le Président de la République et pouvoir participer à la commission envisagée par Patrick Lebreton, concernant les CIMM.

### Harmoniser le système

Pour Gilles Leperlier, il s'agit de «demander l'égalité des chances», et non «pleurer, mendier, ni supplier pour espérer être muté à La Réunion, quand des postes sont disponibles

ici». Il faut une «harmonisation du système» et «un souci d'équité» a ajouté le représentant du CREFOM. Pour Gilles Leperlier, «François Hollande arrive, il doit faire des annonces. Il n'y a plus de temps à perdre». D'autant plus comme l'a indiqué Idriss Rangassamy du Collectif GPX974, «on ne part pas de rien, les critères proposés sont une bonne base pour commencer le travail».

Car, «il faut rapidement que des décisions concrètes soient prises. François Hollande est le seul qui peut déci-

der, si lui ne peut pas alors personne ne pourra. Le changement, c'est maintenant», a assuré le président de Nou Lé Kapab (AJFER). Pour les trois hommes, «plus le temps passe, plus les personnes sont en pleine détresse, François Hollande devra être à la hauteur des attentes des réunionnais», a conclu Gilles Leperlier.

Céline Tabou

\*(voir ci-après).

## Propositions présentées jeudi au chef de l'Etat

# Faciliter le retour des Réunionnais

**Au cours de la conférence de presse, une série de critères ont été présentés par les organisations Nou Lé Kapab (AJFER), GPX974 et le CREFOM Réunion afin de faciliter le retour des Réunionnais dans l'île. Ces propositions seront présentées au chef de l'Etat, François Hollande, le 21 août, lors de sa venue à Saint-Joseph.**

Lors de la séquence présidentielle sur la régionalisation de l'emploi, les trois organisations souhaitent des décisions claires concernant ces CIMM (Critères d'Intérêts Moraux et Matériels) spécialement dédiés aux mutations dans les Outremer.

### Travailler «main dans la main»

Richel Sacri a expliqué qu'au CREFOM «sur cette problématique nous ne sommes pas seuls. Des associations, telles que GPX 974 Ultramarins et Nou-lé-kapab, étaient présentes sur ce terrain bien avant nous et ont déjà accompli un énorme travail». Raison pour lesquelles, «nous travaillons main dans la main et que nous sommes prêts à parler d'une seule et même voix avec ces deux structures». Pour le représentant réunionnais, «il est important pour nous de parler d'une seule voix, c'est une façon de montrer que cette problématique est grave et qu'elle est capitale, cela permet aussi de montrer que nous, réunionnais, nous sommes ensemble pour construire et que nous avons une envie commune d'avenir. Remettre le réunionnais au cœur de son territoire, est une urgence».

Ce dernier a évoqué les «longues heures ensemble» de travail, qui doivent aboutir à des propositions, telle que la liste des Critères d'Intérêts Moraux et Matériels (CIMM) présen-

tée à la presse. «Nous sommes d'accord pour nous unir sur l'essentiel» et particulièrement sur la question des mutations et des affectations, a expliqué Gilles Leperlier, président de Nou Lé Kapab (AJFER).

«Il existe une nécessité d'unifier le système des mutations, car aujourd'hui, les critères sont différents selon les administrations, parfois au sein même d'une administration. Pire certains critères évoluent au cours de l'année», réduisant les possibilités pour les réunionnais de revenir à La Réunion, a indiqué Gilles Leperlier.

### Deux principes au centre des CIMM

Pour Gilles Leperlier, il existe deux principes. Tout d'abord, «les critères doivent être les mêmes pour tout monde, dans l'ensemble des administrations. Les choses doivent être claires. Il faut donc unifier le système». Ensuite, «tous les critères ne peuvent pas se valoir. Aujourd'hui, il faut une bonification selon les critères fixés. Il est clair qu'une location à La Réunion ou en DOM ne peut pas valoir le même nombre de point qu'une personne née à La Réunion ou qui a un parent à La Réunion».

Pour les trois organisations, il s'agit de définir des critères équitables qui «ne pénalisent pas les Réunionnais qui veulent rentrer à La Réunion», à travers «un système qui soit plus juste

et adapté à la situation de La Réunion». Il s'agit «surtout de critères spéciaux pour les DOM, qui viendrait s'ajouter aux évolutions de carrière dans l'administration ou des points que peuvent avoir les différents agents de l'administration».

Les critères bonifiés présentés par Idriss Rangassamy du GPX974 comportent le lieu de naissance en DOM (150 pts), la naissance d'un des parents en DOM (150 pts), la scolarité obligatoire en DOM (150 pts), le domicile de l'agent avant l'entrée dans l'administration (150 pts), le domicile ou sépultures des parents en DOM (150 pts), le mariage ou PACS en DOM (100 pts), les enfants en DOM (100 pts), un bien immobiliser en propriété ou en location en DOM (50 pts) et le revenu fiscal ou rattachement fiscal avant l'entrée dans l'administration (50 pts). Un dernier point a été évoqué, il s'agit d'un «critère additionnel lié à l'ancienneté de la demande ouvrant droit à 100 pts par année d'ancienneté de la demande de mutation en DOM».

Ces critères «ouvrent la porte aux métropolitains, mais ils donnent plus de chance aux Réunionnais pour revenir», a expliqué Idriss Rangassamy. Les critères sont le fruit «d'un travail en collaboration avec toutes les administrations. Ces critères sont identiques pour tout le monde et la bonification permet à chacun d'avoir des points» a ajouté le représentant du groupe des Gardien de la PaiX 974.

Céline Tabou

## Édito

# Cafouillage et brouillage avant carambolage et paralysie?

*En matière de conduite automobile, tous ces termes sont bien connus. Généralement, le carambolage est consécutif à une série d'évènements convergents où les conducteurs ont perdu le contrôle d'engins dont ils sont sensés «garder la maîtrise en toute circonstance». A la veille de l'arrivée du Président de la République, nous sommes en plein brouillard; les cafouillages se multiplient; le risque de carambolage est réel. Il faut éviter l'accident et la paralysie.*

Le régime politique dans lequel évolue La Réunion et les Réunionnais fait du Président de la République, le décideur suprême. On l'a vu à l'oeuvre. Il peut déclencher une guerre. Il peut décider de ponctionner dans les poches des Citoyens. Il peut laisser faire les fonctionnaires européens etc. Par action ou par laxisme, c'est lui qui décide. Une série de problèmes cruciaux nécessite son intervention. C'est une question de calendrier.

La canne, l'octroi de mer, la sur-rémunération, la route en mer, les APE, la réforme institutionnelle, la pauvreté, l'emploi des jeunes à La Réunion etc. sont quelques sujets sélectionnés par le PCR et Témoignages. Le JIR et le Quotidien ouvrent largement leur pages aux doléances des Réunionnais. Pas de doute, on a tous compris que c'est un décideur hors norme qui arrive dans un «département hors norme». Les déclarations faites aux planteurs à la Préfecture sont un cafouillage; le communiqué raté de Lurel sur l'Octroi de Mer agit comme un brouillage;

Dans ces conditions, persévérer à piloter un engin

qui tangue de partout finira dans un carambolage spectaculaire et la paralysie. Arrêtez pendant qu'il est encore temps. Faites prendre conscience à tous que le cheminement est bloqué de partout. Ensemble, modifions les parcours. Proposons de nouvelles normes. C'est la seule façon pour éviter le carambolage et la paralysie qui se profilent. Changez, monsieur le Président! C'est maintenant!

---

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69<sup>e</sup> année

### DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

### RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
ÉMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)  
SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

### ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :  
[avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)

## Après les révélations du président de la Région Guadeloupe

### PCR : «Où en est on sur l'octroi de mer ?»

**Après la publication puis la disparition d'un communiqué de Victorin Lurel, président de la Région Guadeloupe, annonçant la prolongation de l'octroi de mer jusqu'en 2020, le Parti communiste réunionnais demande à la ministre des Outre-mer de clarifier la situation.**

«Le régime actuel de l'octroi de mer doit expirer le 31 décembre 2014, soit dans moins de 5 mois.

Il est légitime que l'ensemble des acteurs concernés – producteurs, collectivités locales, consommateurs – soient informés de l'évolution du dossier.

C'est pourquoi, l'annonce faite par Victorin Lurel, ancien ministre de l'Ou-

tre-mer et président de la Région Guadeloupe, sous forme de communiqué publié sur le site de la Région Guadeloupe, a suscité un grand intérêt.

M. Lurel a annoncé en substance que la Commission de l'Union européenne avait décidé la reconduction du dispositif actuel jusqu'en 2020.

Or, ce communiqué de Victorin Lurel a disparu du site de la Région Guade-

loupe depuis vendredi dernier. Pour quelle raison ?

Compte tenu de l'importance de ce dossier et afin de dissiper tout malentendu ou toute ambiguïté, il s'avère utile que Madame la ministre de l'Outre-mer, George Pau Langevin, apporte les clarifications nécessaires et informe l'opinion de l'état d'avancement du dossier.»

## Rassemblement jeudi à 10 heures devant la préfecture

### L'Intersyndicale mobilise

**François Hollande arrive jeudi à La Réunion. Les syndicats préparent une mobilisation. Rendez-vous devant la préfecture à partir de 10 heures le 21 août. Voici les revendications :**

«La CGTR, FO, FSU, SAIPER, SOLIDAIRES et UNEF appellent l'ensemble des travailleurs et des étudiants ainsi que les demandeurs d'emploi à une mobilisation qui se tiendra à partir de 10h00 le jeudi 21 août devant la préfecture de Saint-Denis.

Nous devons être nombreux pour :

- mettre fin à la politique d'austérité (non du Pacte de responsabilité)

- une politique de développement et de création d'emploi

- l'augmentation du SMIC, des salaires et des minima sociaux

- l'application des conventions collectives nationales

- de réelles formations professionnelles

- la création de services publics

- un réel dialogue social

Toutes et tous ensemble le jeudi 21 août devant la préfecture.»

## Route en mer

### ATR-FNAUT demande audience à François Hollande

**ATR-FNAUT souhaite rencontrer le président de la République pendant sa visite à La Réunion. Elle veut évoquer avec lui les alternatives possibles au projet de route en mer dite nouvelle route du littoral. Extrait de la lettre ouverte au chef de l'Etat diffusée hier.**

«Si nous estimons indispensable aussi de réaliser enfin une liaison sécurisée Possession-St-Denis, nous la concevons par des voies terrestres que les Réunionnais empruntent diversement depuis 350 ans ! Ces alternatives, mixant ou non, parties aériennes et tunnels, existent et réhabilitent même la route actuelle. En s'appuyant sur le savoir-faire de nos entreprises, elles sont plus sûres, plus créatrices d'emplois et moins coûteuses que la NRL. Au contraire, le projet actuel, hâtivement dévoyé en mer par la Région, a été fortement induit à l'époque, par l'Etat, sous la présidence de M. Sarkozy. Pouvons-nous vous entretenir des possibilités qui s'offrent au gouvernement, de lui donner un autre

cours qui soit respectueux de notre développement durable.

Et puis, sachant la vulnérabilité de tous les ouvrages sur notre littoral océanique, quelles seront les suites pour l'île d'un dépassement, toujours possible, des risques marins et cycloniques, bien qu'envisagés ?

Dès lors, vous ne pourrez ignorer que la Région Réunion dispose d'un budget lui permettant de tenter de tromper l'opinion sur les « bienfaits » d'une route en mer. D'ailleurs douze recours ont déjà été déposés au TA contre la NRL ! En fait un nombre croissant, d'élus, de syndicat, de PME du BTP, d'associations et de riverains des carrières, s'oppose à ce chantier jugé de plus en plus démesuré, ruineux et sur-

tout inadapté !

Nous voulons donc vous alerter sur les dangers de récession économique et sociale que le faste de ce projet fait courir à notre île ! La création nécessaire d'emplois y est en deçà de ce qu'un tel budget devrait et pourrait promettre...

Pensez-vous que l'intérêt privé de majors européens du BTP et celui corporatiste d'un petit groupe de transporteurs « menaçants », pour certains redevables à CGSS, justifient la requalification des nouvelles carrières en « Projet d'Intérêt Public » (PIG). L'étude d'impact de 2012 les avait écartés pour tenter de justifier la DUP !»

## Evolution sur un an selon le dernier indice de l'INSEE

# Prix de l'alimentation: 1,3% d'augmentation à La Réunion, baisse de 1,4% en France

« Sur un an, les prix de l'alimentation augmentent de 1,3% à La Réunion alors qu'ils baissent de 1,4% en France»: c'est la principale conclusion de l'Indice des prix à la consommation du mois de juillet publié aujourd'hui par l'INSEE. L'alimentation est un poste de dépense pesant beaucoup sur les familles les plus pauvres. Voici des extraits du dernier Flash de l'INSEE.

En juillet 2014, l'indice des prix à la consommation des ménages augmente de 0,5%. Cette hausse s'explique principalement par le renchérissement des tarifs des transports aériens de voyageurs. Hors transports aériens, les prix sont stables (-0,1%). Les prix des services augmentent de 1,4%. Cette hausse s'explique par l'augmentation des prix des services de transports et communications (+6,4%). En particulier, les prix des services de transports progressent de 12,9% en raison de la hausse des prix des transports aériens de voyageurs (+17,8% après +4,7% en juin). Les prix des autres services baissent

de 0,3%. Les prix des services financiers et ceux des locations de véhicules privés reculent respectivement de 6,9% et de 8,0%. À l'inverse, les prix des services d'hébergement et des voyages touristiques tout compris augmentent de 0,9% et de 2,3%. Les prix de l'énergie augmentent de 0,5% en juillet. Après quatre mois consécutifs de baisse, le prix de la bouteille de gaz repart à la hausse (+1,1%). Les prix des carburants augmentent de 0,7% (+0,6% pour le supercarburant et +0,8% pour le gazole). Les prix de l'alimentation sont stables en juillet (-0,1%). La hausse des prix des produits frais est compensée par

la baisse des prix de l'alimentation hors produits frais. Les prix des produits frais augmentent de 0,9% sous l'influence de la hausse des prix des légumes frais (+3,0% après +6,4% en juin).

Hors produits frais, les prix de l'alimentation baissent modérément (-0,2%) en raison de promotions. Ainsi, les prix du lait, fromage et œufs, de la viande et des alcools diminuent respectivement de 1,0%, 0,4% et 0,7%. Sur un an, les prix de l'alimentation augmentent de 1,3% à La Réunion alors qu'ils baissent de 1,4% en France.

## Le 15 août dernier au Théâtre de Saint-Gilles

# Les Réunionnais célèbrent avec chaleur l'indépendance de l'Inde

Ce vendredi 15 août au Têat Plein Air de Saint-Gilles s'est déroulée une grande soirée pour une célébration réunionnaise de l'indépendance de la République indienne, conquise en 1947 après plus d'un siècle de lutte de son peuple pour se libérer du colonialisme britannique. Une foule nombreuse venue de toute l'île était présente pour célébrer le 67ème anniversaire de cette libération avec la participation magnifique de beaucoup d'artistes indiens et réunionnais, avec un signal fort du renforcement des liens entre nos peuples.

Cette célébration a commencé par la proclamation émouvante de l'hymne national de la République de l'Inde et par une allocution très intéressante du Consul général de l'Inde à La Réunion, Georges Raju. Celui-ci a donné un signe fort des liens de solidarité entre l'Inde et La Réunion en s'exprimant beaucoup en créole, notamment pour «remercier ce soutien réunionnais à l'hommage à notre peuple». C'est pourquoi Georges Raju a lancé à la foule: «mi èm zot toutel!» et il s'est réjoui des nouvelles avancées à venir sur «les relations qui vont se développer entre l'Inde et La Réunion». D'au-

tres personnalités sont également intervenues dans ce sens lors des discours officiels de cette cérémonie. Ainsi, Joseph Sinimalé, le maire de Saint-Paul, a rappelé à quel point l'Inde — comme d'autres pays de notre région — a «contribué à façonner notre peuple créole, même si cela s'est souvent passé dans les douleurs de l'esclavage et de l'engagisme; nous devons renouer avec nos racines pour construire notre avenir et donc enrichir notamment nos relations profondes et indéfectibles entre La Réunion et l'Inde». Cyrille Melchior et Yolland Velleyen, respectivement au

nom du Département et de la Région Réunion, ont plaidé dans le même sens, ainsi que le préfet Jean-Luc Marx, au nom de l'État. Des dizaines d'artistes ont ensuite assuré la partie culturelle de cette soirée, avec des prestations très diverses de danses, chants et musiques, et en clôture un concert de Kaf Malbar. Il y a bien des enseignements à tirer de cette belle commémoration de la décolonisation de l'Inde, si nous voulons renforcer l'union des Réunionnais pour la libération de leur pays.

L. B.

## **Au lendemain d'une grande manifestation à Tel Aviv pour la paix et contre la guerre lancée par les dirigeants d'Israël**

# **Reprise des négociations entre Palestiniens et Israéliens**

**D**imanche 17, les négociations ont repris au Caire, 36 heures avant l'expiration du dernier cessez-le-feu de cinq jours. Depuis le début de l'offensive israélienne, le 8 juillet dans la bande de Gaza, le conflit aura fait plus de plus 1 980 morts palestiniens et 67 morts côté israélien.

Israël et le Hamas ont accepté, mercredi 13 août, de prolonger pour cinq jours la trêve en vigueur depuis le 11 août afin de poursuivre leurs négociations. Celles-ci doivent s'achever dans la nuit de lundi à mardi. Samedi 16 août, une marche pour la paix a été organisée à Tel Aviv, afin de demander au gouvernement de Benjamin Netanyahu de négocier avec l'Autorité palestinienne.

### **Marche pour la paix**

Depuis Tel Aviv, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait averti que «si le Hamas pense qu'une victoire à la table des négociations fera oublier sa défaite sur le terrain, il se trompe. Si le Hamas pense qu'en continuant des tirs sporadiques de roquettes sur Israël, nous serons enclins à faire des concessions, il se trompe. Tant que le silence ne sera pas revenu, le Hamas continuera de subir des coups durs.» Une déclaration qui laisse présager des négociations tendues et difficiles.

Pourtant, après plus de 40 jours de conflit, la paix est attendue par une partie de la société israélienne. Des milliers d'activistes de gauche se sont rassemblés à Tel Aviv, samedi 16 août, pour demander une solution diplomatique et un dialogue. Cette marche pour la paix a été la plus grande mobilisation dans le pays depuis le début de l'offensive sur Gaza.

"Elle [la guerre] ne finira pas, tant que nous ne nous parlerons pas», ont clamé les manifestants. Pour l'organisatrice de l'évènement, Zehava Galon, le seul coupable est le Premier ministre Benjamin Netanyahu. «Il a échoué, tant sur le plan de la sécurité que sur celui de la paix. Il doit démissionner!», a-t-elle assuré.



**Des milliers d'Israéliens dans la rue samedi pour la paix. Ils s'opposent à la politique des colonialistes au pouvoir à Tel Aviv. (photo Activestills)**

### **Poursuivre les négociations**

Les Israéliens et les Palestiniens ont confirmé leur présence à la table des négociations, bien que l'Égypte peine à concilier leurs exigences. «Les offres présentées à la délégation palestinienne ne répondent pas à ses exigences», a déclaré Ossama Hamdane, responsable du Hamas chargé des Affaires étrangères. «Israël doit accepter les demandes du peuple palestinien ou se résoudre à une longue guerre», a insisté ce dernier sur les réseaux sociaux.

Les Palestiniens veulent en partie la levée du blocus israélo-égyptien imposé à la bande de Gaza. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, s'est dit déterminé à poursuivre les négociations: «notre objectif est de mettre fin aux combats et de nous en tenir à l'initiative de

l'Égypte, et à aucune autre».

De son côté, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a rappelé qu'ils n'accepteront «d'accord sur un cessez-le-feu que s'il y a une réponse concrète à nos besoins sécuritaires». Le Hamas a, pour sa part, continué à brandir la menace de reprise des hostilités en cas d'échec des négociations. Présente à la table des discussions, l'organisation islamiste s'est associée au Jihad islamique et au Fatah du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas. Un échec des négociations n'entraînerait pas obligatoirement une reprise immédiate des hostilités. L'idée d'une cessation de fait des combats sans accord de cessez-le-feu est évoquée depuis quelque temps en Israël.

**Céline Tabou**

## L'école de la nuit (5)

# La Grande Chaloupe

« Totoche, il va falloir rebrousser chemin ! », remarque Sigismond avec une pointe de plaisir.

« Attendez..., dit Lukas. Il y a un bruit...

-Un effet sonore, probablement.

-Du tout. »

Le garçon entreprend l'escalade à tâtons de l'éboulis. En haut, il lève l'index qu'il a préalablement mis dans sa bouche. « Oui, c'est ça ! Il y a un courant d'air là haut. Il suffit de passer par-dessus en escaladant.

-Je vais encore salir mes Nike !

-Arrête de faire manière, Sigismond, l'interrompt Toila.

-Bon, j'éclaire ; je passe derrière vous », dit le grand.

Ils grimpent prudemment sur les blocs de pierre instables, certains en équilibre se décrochent dans un grondement de tonnerre, qui s'approfondit derrière eux le long du tunnel.

« Un peu plus et je me la prenais, celle-là ! »

De l'autre côté de l'air circule. Il fait plus frais, c'est tout aussi noir. Le long bruit se précise, c'est une note aiguë, une sorte de mélodie triste. Ça ressemble à un gémissement.

« C'est quoi ?, demande le grand en regardant Lukas.

-Je ne sais pas.

-Si on ne sait pas ce que c'est, il vaut mieux faire demi-tour...

-On continue, dit Toilianti.

-Ce n'est pas toi qui commandes ici ! Et puis de toute façon, c'est ma lampe.

-Oui, Sigismond, mais c'est moi qui l'ai apportée.

-EH, CE N'EST PAS MOI QUI AI DÉCIDÉ D'ENTRER DANS CE TROU!

-OUI, MAIS TU AS ACCEPTÉ LIBREMENT D'Y ENTRER. JE TE L'AI PROPOSÉ, ET TU AS ACCEPTÉ!

-Est-ce que j'avais le choix ?

-Tu es grand, non ? »

Toilianti est une gentille fille, mais quand on la cherche on la trouve.

-TU AS DE CES IDÉES DE FILLE ! Et puis, comme c'est comme ça, moi je repars avec ma lampe !, fait le grand.

-Attendez, on est des amis, oui ou non ?

», intervient Lukas.

Toilianti et Sigismond acquiescent.

« Alors, l'amitié ne doit pas se terminer ici. On est tous solidaires. On vote : Qui veut continuer, qui veut retourner, on lève la main. Et après on fait ce que la majorité décide, o.k. ? On continue à avancer : ceux qui sont pour lèvent la main...

-Rebrousser chemin, c'est s'avouer vaincu, fait Toilianti. On a fait l'essentiel, non ? »

Il y a deux mains de levées.

« Bon, eh bien, puisque vous voulez continuer, passez devant, vous avez l'air pressé, cède Sigismond, moi je suis avec la lampe.

-Ça ne va pas être simple... »

Ils ne font pas d'autres commentaires pour ne pas faire d'histoires. Devant eux le bruit comme un feulement, quelque chose d'animal, d'inconnu, un appel de l'obscur. Le groupe se met prudemment à redescendre l'éboulis. On se met en marche, soudé, pas à pas dans l'obscurité, les sens tournés vers le bruit qui se dédouble. Car ce sont deux bruits maintenant : un sifflement continu entrecoupé d'un autre en dessous, une note plus grave, plus basse – variable, elle

aussi.

Ils ont ralenti leur progression, fixée par le bruit, ils avancent le long de la paroi de droite, prenant appui sur elle.

« Le bruit, c'est là... C'est par là... », murmure Lukas.

La lampe semble faiblir, son faisceau sonde hasardeusement le noir. Ils progressent à l'aveuglette.

« Attendez, c'est au-dessus. LÀ ! »

---

**Jean-Charles Angrand**

---

*(Suite au numéro de mardi)*



# Otè!

## Lex dura - dura lex! Mé lé pli dir pou sèrtin é moins pou lé z'ot !

*Zot i koné La Frans na gouvèrnman i fé souvan lo lapranti-sorsyé. Li aplik in règ par li mèm épi kan konsèy konstitisyonèl i donn ali in kou d'rès trankil, li di touzour li va trouv in kékshoz myé ankòr é li pèrd ar pa lo tan pou sa. Dé sèrtène foi, li pran in nouvo loi, dés-èrtènn foi lo tan i pass é konm. Sèr Ane bann fransé ni oi pa arien vnir. Lé konmsa inn-dé foi dan l'ané.*

*Na dé foi ou i pé pans, mèm si i di, "nil lé sansé pa konète la loi", ni koné bien la loi la pa in n'afèr bien koni par toulmoun mèm par sak na pou métyé d'fé la loi. Aprés, lo parti o pouvoir i larg son bann shien-lou pou ésprik son rézon. Mé sa i fini kant mèm pars pou kosa va pèrd lo tan dsi in n'afèr konmsa, kan ou i pé pous pli d'van. Donk si mi di sa sé pars gouvèrnman i sort ramas in boush ta gèl avèk konsèy konstitisyonèl dsi in késtyonn kotizasion sosyal: li la pans, pou done bann ti travayèr in moné an plis, san déranj la bil lo patrona, diminyé mèm siprim bann kotizasion salarié pou in bonpé milyon travayèr, sak i gingn apèl bann travayèr pov. In pé té kontan pars konmsa zot nora gingn plis sink san éro dan l'ané. Domaz, konsèy konstitisyonèl la takl ali pars té i poz in jonou- konm i di dann zé domino!- èk lo prinsip l'égalité rant travayèr.*

*L'èr-la, mi rogard dann télé épi mi oi lo group lo progrè la fé in konfèrans de près pou règ son kont èk ki ozis, mi konpran pa tro bien, mé pou règ in kont lo mèr Sin-Jo, épi lo sénatèr Vergoz la déshéné, mé san ariv a konvink pèrsone ké lo gouvèrnman la'avé rézon fé in n'afèr konmsa fé sa... Solman i di pa nou, pou kosa gouvèrnman la pa desid sinploman goumant lo smic olèk fé in trikmardaz konm li la fé. A moins ké zot té i vé di anou François Hollande i pans bann ti kolon, mé d'ot non. Bien bon mé sa i ranpli pa la marmit bann travayèr pov, pars zot i koné zot la bézoin pouvoir d'asha mé shomin pou arivé la pa zot i doi trouvé. Aprés i pé touzour dir: "La loi lé dir, mé sé la loi!" Konm bann zétidyan an droi i di souvan dé foi: "Lex dura, dura lex". Pli dir pou sak na poin, ké pou sak nana! Lé pli grav ankòr an avoir féespèr d'moun kékhsoz plito ké riyin.*

**Justin**

NB Diralex? zot i koné sak i lé, La pa sa mèm bann vèr san kasab?